

1987, chapitre 120

LOI CONCERNANT LA VILLE DE VERDUN

Projet de loi 263

présenté par M. Maximilien Polak, député de Sainte-Anne

Présenté le 25 novembre 1986

Principe adopté le 15 avril 1987

Adopté le 15 avril 1987

Sanctionné le 15 avril 1987

Entrée en vigueur: le 15 avril 1987

Lois modifiées:

Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233)

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1958-1959, chapitre 54)

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1959-1960, chapitre 107)

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun (1966-1967, chapitre 93)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 120

Loi concernant la ville de Verdun

[Sanctionnée le 15 avril 1987]

Préambule ATTENDU que la ville de Verdun a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

S.R. 1941,
c. 233,
a. 473, mod.
pour la ville **1.** Le paragraphe 8° de l'article 473 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicté pour la ville par l'article 7 du chapitre 57 des lois de 1946, est abrogé.

S.R. 1941,
c. 233,
a. 473, mod.
pour la ville **2.** Le paragraphe 8°a de l'article 473 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicté pour la ville par l'article 7 du chapitre 57 des lois de 1946 et remplacé par l'article 6 du chapitre 78 des lois de 1949, l'article 5 du chapitre 67 des lois de 1951-1952 et l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1964, est abrogé.

Pension **3.** Le conseil peut, par règlement, accorder à tout fonctionnaire ou employé permanent de la ville qui n'est pas admissible au fonds de pension des fonctionnaires et employés:

1° s'il a été au service de la ville pendant au moins de 25 ans et a atteint l'âge de 65 ans, une pension égale au tiers du salaire annuel moyen gagné pendant les dix dernières années:

2° s'il a été au service de la ville pendant au moins 20 ans et a atteint l'âge de 70 ans, une pension égale au cinquième du salaire annuel moyen gagné pendant les dix dernières années.

Minimum	Une pension accordée en vertu du présent article ne peut être inférieure à 480 \$ par année.
Pension	4. Le conseil peut, par règlement, accorder une pension à tout fonctionnaire ou employé permanent de la ville qui n'est pas admissible au fonds de pension des fonctionnaires et employés, qui compte au moins 25 ans de service et qui devient invalide de façon totale et permanente après l'âge de soixante ans pour une raison autre qu'un accident de travail.
Montant annuel	Le montant annuel de la pension est égal à un tiers du salaire annuel moyen gagné pendant les dix années où le salaire a été le plus élevé avant la date d'invalidité.
Période du paiement	La pension est payable du vivant du fonctionnaire ou employé, le premier jour de chaque mois à compter du mois suivant celui au cours duquel la personne atteint son soixante-cinquième anniversaire de naissance. Un douzième du montant annuel est versé chaque mois.
1958-1959, c. 54, a. 8, ab.	5. L'article 8 du chapitre 54 des lois de 1958-1959 est abrogé.
1959-1960, c. 107, a. 2, ab.	6. L'article 2 du chapitre 107 des lois de 1959-1960 est abrogé.
1966-1967, c. 93, a. 5, ab.	7. L'article 5 du chapitre 93 des lois de 1966-1967 est abrogé.
Règlement continué en vigueur	8. Tout règlement adopté en vertu d'une disposition abrogée en vertu des articles 1 et 2 demeure en vigueur et conserve tous ses effets jusqu'à ce qu'il soit remplacé, modifié ou abrogé conformément à la loi.
Entrée en vigueur	9. La présente loi entre en vigueur le 15 avril 1987.